



# Mantes la Jolie

***Dire ce que l'on fait  
et faire ce que l'on dit***

**Lundi 11 mai 2009**

**Marc Jammet**

*Conseiller municipal PCF, Président du groupe "Unité à gauche pour changer vraiment"*

## PCAS- LIMAY

### **Les salariés ont raison de s'opposer aux licenciements.**

106 suppressions de postes dont 10 sur le site de Limay, c'est ce que prévoit la direction de l'entreprise spécialisée dans les produits pharmaceutiques et implantée sur 3 autres sites (*Bourgoin, Couterne et Longjumeau*). Pour s'y opposer, lundi 4 mai, ce sont 80% des salariés qui ont observé une journée d'arrêt de travail.

Cette décision est tout simplement scandaleuse car l'entreprise se porte bien.

#### **Travailler plus pour les actionnaires?**

A qui fera-t-on croire qu'il est nécessaire de licencier alors que l'action PCAS a observé une progression de 60% depuis le début de l'année et que le PDG vient de s'accorder une augmentation portant son salaire mensuel ... à 4 années d'un salaire moyen de l'entreprise tout en s'accordant 180.000 actions de cette même entreprise?

#### **Travailler plus pour être licenciés?**

A qui fera-t-on croire qu'il est nécessaire de licencier alors que la direction tente d'imposer des heures supplémentaires jusqu'au 25 juin (date prévue des licenciements) remettant en cause les jours de congé et les RTT des salariés?

Je soutiens les salariés de PCAS en mouvement. Présent le 4 mai dernier, je suis allé rencontrer les salariés et leur apporter mon soutien.

### **Ils ont raison de s'opposer aux licenciements.**

Ce faisant, ils agissent pour:

- **L'avenir des habitants et des jeunes de notre région.** Un licenciement ou une suppression de poste, c'est d'abord un drame pour le salarié et sa famille. C'est aussi un emploi supprimé pour l'avenir de notre région, un emploi détruit que ne pourra pas occuper plus tard l'un de nos enfants. C'est ensuite contribuer à la mise à mal de la Sécurité sociale, de l'indemnisation des chômeurs, de nos caisses de retraites, de nos commerces de proximité ...
- **L'avenir économique de notre région et de notre pays.** C'est d'autant plus vrai que la demande n'a jamais été aussi forte dans le domaine. Le droit à la santé pour tous et l'allongement de la durée de vie, par exemple, sont une formidable avancée à condition qu'on en relève le défi. Cela suppose des actions fortes et

structurantes (*accompagnement, qualité et gratuité des soins*), des actions de recherche dont les résultats seront partagés entre les industries plutôt que leur mise en concurrence au seul profit des actionnaires et sur le dos des citoyens .. et de la sécurité sociale qui serait appelée à en assurer, de fait, le financement?

## **Ils ont raison de s'opposer aux licenciements car les moyens existent pour les interdire sur le site.**

Je propose, en l'espèce, que l'Etat - et son représentant local, le Sous-préfet - mette en demeure l'entreprise de suspendre son projet, d'engager sans tarder la construction d'un autre projet - avec les représentants syndicaux que les salariés se sont donnés, avec les élus locaux que la population s'est donnée - assurant le maintien, la modernisation et le développement du site.

A défaut, **l'Etat doit exiger de l'entreprise qu'elle rembourse toutes les aides publiques (ou allègements de contributions patronales - y compris celles portant sur les heures supplémentaires)** qu'elle a reçues depuis sa création.

Cette question politique est d'ailleurs au cœur de la construction européenne pour laquelle nous allons nous prononcer le 7 juin prochain.

**Non, l'Europe n'est pas fatalité qu'il nous faudrait subir.** La politique qu'elle met en œuvre est d'abord construite par les différents états qui la composent - à commencer par le nôtre.

Peut-on accepter qu'une récente décision européenne tente d'imposer **la santé comme une marchandise comme une autre** et soit soumise au dogme capitaliste de la "concurrence libre et non faussée" que nous avons majoritairement refusé le 29 mai 2005?

Pour moi, c'est clair, c'est NON! Et je me prononce, le 7 juin prochain, avec la liste du "Front de Gauche" (\*) conduite en Ile de France par Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité (*le seul quotidien national à prendre le parti des luttes*), pour:

- **délivrer un carton rouge à Sarkozy** et à la politique antisociale suivie en Europe.
- **Ne pas lui laisser les mains libres** en nous donnant des élus qui porteront d'autres projets conformes à nos intérêts, qui se battront pied à pied et rendront des comptes sur leur activité.

(\*) *La liste du front de gauche est soutenue par le Parti communiste français, le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, la Gauche unitaire issue du NPA-LCR et de nombreuses personnalités comme Gisèle Halimi ou Gérard Mordillat.*

C'est la raison pour laquelle je vous invite à la rencontre publique débat que nous organisons le **lundi 18 mai à 20h30 à l'Agora (254 Boulevard du Maréchal Juin à Mantes la Jolie)** avec **Patrick Le Hyaric (Tête de liste Ile de France)**, **Raquel Garrido (Parti de Gauche)**, **Christian Piquet (Gauche unitaire, issue du NPA-LCR)** et nos deux candidats locaux (**Eric Roulot - Parti communiste français - et Lahsen Zbayer - Parti de gauche**).

En espérant pouvoir vous rencontrer à nouveau à cette occasion, je réaffirme mon soutien à votre mouvement.

Le 11 mai 2009

Marc Jammet  
Conseiller municipal de Mantes la Jolie